

Les politiques économiques

3

Capacités

- Désigner les principaux outils et canaux de transmission des politiques budgétaire et monétaire
- Énumérer et distinguer les fonctions respectives des politiques d'offre et de demande qui peuvent s'inscrire alternativement ou concomitamment dans des cycles conjoncturels ou structurels
- Décrire l'évolution du rôle de l'État dans le cadre européen



Situation

Maîtriser la dépense pour investir dans l'avenir

Projet de loi de finances 2024

« Le projet de loi de finances pour 2024 que nous présentons traduit les choix fiscaux et budgétaires effectués par le gouvernement pour l'année prochaine. Il poursuit des objectifs clairs : lutte contre l'inflation, baisse du déficit public conformément à notre trajectoire de désendettement d'ici 2027, investissements pour préparer l'avenir notamment dans la transition écologique. [...]

L'État a dépensé au total 36,8 milliards d'euros pour aider les ménages et les entreprises, grâce au bouclier sur le gaz et l'électricité qui nous permet de limiter le niveau d'inflation à 4,9 % en 2023 – soit l'un des niveaux les plus bas en Europe. Pour 2024, nous devons mettre un coup d'arrêt définitif à ce haut niveau d'inflation, tout en continuant à protéger les Français. [...] Ce projet de loi de finances engagera des économies à hauteur de 16 milliards d'euros, notamment grâce à la fin progressive des dispositifs exceptionnels mis en place durant la crise énergétique. »

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Présentation du PLF 2024

1

Présenter les objectifs des politiques économiques

DOC. 1 Les différents horizons des politiques économiques

La politique économique exprime les choix et les modalités d'action mis en œuvre par l'État en vue d'atteindre certains objectifs économiques (croissance, emploi, justice sociale, etc.).

On distingue habituellement deux types de politiques économiques, suivant leurs horizons et objectifs :



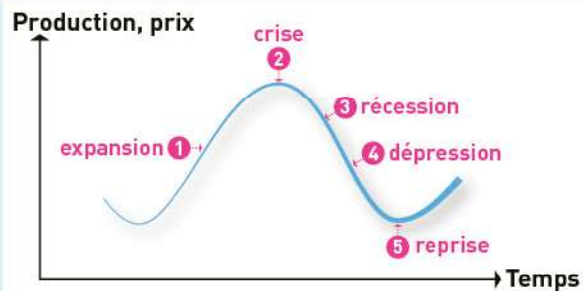
DOC. 2 La politique conjoncturelle contracyclique : relance *versus* rigueur

Une politique économique conjoncturelle peut être une relance (ou politique de relance), c'est-à-dire une politique économique conjoncturelle mise en œuvre par les pouvoirs publics pour stimuler l'expansion économique et faire reculer le niveau de chômage.

Les politiques de relance interviennent généralement au cours de phases de récession : il s'agit de politiques contracycliques, [c'est-à-dire destinées] à infléchir le rythme de croissance dans le sens opposé à celui effectivement enregistré au cours d'une période déterminée ; ainsi, en période de récession, une politique contracyclique est une politique de relance. [...]

[À l'inverse], une politique de rigueur est une politique économique conjoncturelle destinée à freiner la croissance de la demande pour réduire la hausse des prix et éliminer (ou diminuer) le déficit [du commerce extérieur].

P. Deubel, M. Montoussé, S. d'Agostino, *Dictionnaire de sciences économiques et sociales*, Éd. Bréal.



DOC. 3 Une variété de politiques structurelles : l'exemple de la France

Les politiques structurelles cherchent à modifier en profondeur et améliorer durablement les structures de l'économie. Elles interviennent dans de nombreux domaines, par exemple en France :

Domaines	Mesures
Politique de l'emploi	La loi du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi modifie les règles d'indemnisation pour les nouveaux demandeurs d'emploi : depuis le 1 ^{er} février 2023, la durée d'indemnisation des chômeurs est fonction de la conjoncture économique.
Politique de l'innovation	Une politique ambitieuse de soutien à l'innovation s'est construite ces 15 dernières années en France. Elle s'appuie sur des financements publics très importants (plus de 9,7 milliards d'euros par an) qui soutiennent la R&D et la croissance des PME innovantes.
Politique d'aménagement du territoire	Promulguée le 23 novembre 2018, la loi Élan (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique) a pour objectifs de construire plus de logements et de mettre les transitions énergétique et numérique au service des habitants.
Politique environnementale	La loi Climat et résilience, promulguée le 24 août 2021, a pour objet d'accélérer la lutte contre le dérèglement climatique et la transition de notre modèle de développement vers une société neutre en carbone.

Situation

Parmi les mesures présentées dans le projet de loi de finances 2024 (PLF 2024) figurent :

- le soutien à l'investissement public et à l'innovation, dans le cadre du plan France 2030 lancé en 2021, qui sera doté de 7,7 milliards d'euros en 2024 afin de faire face aux défis liés aux transitions écologique et numérique ;
- l'indexation des prestations sociales sur l'inflation pour un coût de 18 milliards d'euros : de nombreuses aides seront ainsi revalorisées permettant de soutenir le pouvoir d'achat des plus modestes ;
- le soutien au verdissement du parc automobile et l'investissement dans le réseau ferroviaire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement climatique.

- 1 Distinguez la politique conjoncturelle de la politique structurelle. 📄 Document 1
- 2 Dans le projet de loi de finances 2024, distinguez, en le justifiant, les mesures de politique conjoncturelle et les mesures de politique structurelle. 📄 Situation
📄 Document 1
- 3 L'évolution de l'activité économique est-elle régulière ? Relevez les cinq phases d'un cycle économique. 📄 Document 2
- 4 Indiquez les déséquilibres les plus courants rencontrés pendant une phase de récession. 📄 Document 2
- 5 À quel moment du cycle les gouvernements mènent-ils des politiques de relance ? En quoi ces politiques conjoncturelles sont-elles « contracycliques » ? 📄 Document 2
- 6 Indiquez l'objectif des différentes mesures présentées et montrez en quoi elles sont de nature structurelle. 📄 Document 3
- 7 Indiquez, pour chaque mesure ci-dessous issue du PLF 2024, le type de politique et les objectifs recherchés. 📄 Documents 1 et 3
 - a. Une indemnité carburant de 100 € ciblant les 50 % des travailleurs les plus modestes, pour compenser la hausse des prix
 - b. Investissement public dans les transports du quotidien afin de favoriser une mobilité propre pour une croissance durable
 - c. Revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) pour garantir leur pouvoir d'achat

Exposer les canaux de transmission de la politique budgétaire

DOC. 4 Qu'est-ce qu'une politique budgétaire ?

La politique budgétaire constitue, avec la politique monétaire, l'un des principaux instruments de la politique conjoncturelle. Grâce à la mobilisation de son budget, en utilisant le levier des dépenses ou des recettes, l'État peut agir sur l'activité économique, qu'il s'agisse de l'offre (la production des entreprises) ou de la demande (la consommation des ménages et l'investissement des entreprises) : quelles dépenses favoriser ? Quel niveau de prélèvements obligatoires effectuer ?

DOC. 5 Politiques d'offre ou de demande : deux courants opposés

Les politiques de demande	Les politiques d'offre
Les travaux de l'économiste britannique J. M. Keynes [ont montré] que l'utilisation du budget pouvait avoir une influence sur la demande des agents économiques (consommation, investissement) et, par conséquent, sur le niveau de l'activité. [...] Lorsque la conjoncture économique se dégrade fortement ou en cas de crise, [...] l'État peut augmenter certaines dépenses publiques comme la rémunération des fonctionnaires, [...] les dépenses d'investissement dans des infrastructures, etc., ou diminuer certaines recettes (réduction de l'impôt sur le revenu pour les ménages, remises d'impôts pour les entreprises, etc.). Le déficit budgétaire permet ainsi de stimuler l'activité économique à court terme en favorisant une augmentation de la demande des agents économiques qui disposent de davantage de ressources monétaires pour la consommation ou l'investissement. DILA, vie-publique.fr	S'inscrivant dans la lignée de la pensée libérale, les tenants de la « politique de l'offre » estiment que la manière la plus efficace d'obtenir une croissance économique élevée sur le moyen et le long terme est d'inciter les entreprises à améliorer leur offre de biens et services et de conquérir de nouveaux marchés. Pour ce faire, ils préconisent de lever le plus possible les freins fiscaux et réglementaires qui entravent le développement des entreprises, notamment en réduisant les prélèvements qui pèsent sur leur activité (impôts, taxes et charges sociales) pour faire en sorte que les entreprises soient compétitives dans un monde ouvert et très concurrentiel. D'après www.lafinancepourtous.com

DOC. 6 Le projet du Grand Paris : un investissement public de 35 milliards d'euros

Le Grand Paris en chiffres...

- La création d'un nouveau réseau de transports publics : le Grand Paris Express
- Un objectif de 70 000 logements neufs par an
- Plus de 200 km de réseau, 72 gares desservies, dont 57 nouvelles

Un apport de 140 milliards d'euros au PIB

[...] Les travaux [...] devraient générer environ 15 000 à 20 000 emplois par an dans le secteur des travaux publics. [...]

Le Grand Paris devrait générer plus de 60 milliards d'euros de recettes publiques par an à l'horizon 2030. Il devrait également avoir un impact sur le taux de croissance de la région qui devrait s'accroître de 2 à 2,5 % entre 2020 et 2030, et de 3 % au-delà.

www.grand-paris.jll.fr



DOC. 7 Politique d'offre : la réduction du coût du travail

Depuis [trente ans], la baisse du coût du travail est devenue la pierre angulaire des politiques économiques françaises, aussi bien pour réduire le chômage que pour accroître la compétitivité des entreprises. Des mesures Juppé à celles liées aux 35 heures, des allègements Fillon au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, devenu en 2016 une baisse pérenne, les allègements [des cotisations sociales à la charge des employeurs sur les bas salaires] ont été progressivement étendus à la fois à plus de cotisations sociales (quasiment toutes au niveau du smic, où il ne reste plus que les cotisations retraite complémentaires et chômage), et à plus de salariés, jusqu'à concerner désormais [les salaires jusqu'à] 3,5 smic.

Bruno Palier, *Le Monde*, 17 mars 2023.

Situation

Pendant plus de 30 ans, l'inflation est restée basse, entre 0 et 3 %. Depuis l'été 2022, dans le contexte de l'explosion des prix de l'énergie et de la guerre en Ukraine, elle a brusquement augmenté, pour atteindre jusqu'à 7,2 % début 2023.

Pour 2024, le gouvernement a une nouvelle fois affiché sa volonté de protéger le pouvoir d'achat des Français. Ainsi, le PLF 2024 prévoit de revaloriser les prestations sociales du montant de l'inflation et également de mettre en place une indemnité carburant de 100 € pour les travailleurs modestes.

- 8 Indiquez les deux instruments de la politique conjoncturelle. ➤ Document 4
Pourquoi parle-t-on de politique « budgétaire » ?
- 9 Identifiez une mesure de politique budgétaire qui permet d'agir sur l'offre, puis une qui permet de stimuler la demande. ➤ Documents 4 et 5
- 10 Quel est l'effet de la revalorisation des prestations sociales sur le pouvoir d'achat des ménages ? sur leur consommation potentielle ? ➤ Situation
➤ Document 5
- 11 Relevez les deux composantes de la demande. Expliquez en quoi les mesures présentées en situation font partie des politiques de relance par la demande. ➤ Situation
➤ Document 5
- 12 Pourquoi Keynes préconise-t-il d'augmenter les dépenses publiques ? Exposez deux autres mesures budgétaires qui permettent de stimuler la demande. ➤ Document 5
- 13 Indiquez le montant de l'investissement de l'État ainsi que les effets économiques attendus du projet du Grand Paris. ➤ Document 6
- 14 Montrez que ce projet relève à la fois d'une politique structurelle d'aménagement du territoire et d'une politique de demande. ➤ Document 6
- 15 Quel est l'objectif poursuivi par la réduction de cotisations sociales sur les salaires ? Montrez que cet objectif est à la fois conjoncturel et structurel. ➤ Document 7

Décrire l'évolution du rôle de l'État dans un cadre européen

DOC. 8 Le processus d'intégration économique européen

La construction européenne est née de la volonté d'hommes politiques visionnaires, comme Jean Monnet et Robert Schuman, dont l'ambition était de préserver la paix en Europe et d'en assurer la prospérité économique. L'intégration européenne s'est progressivement renforcée dans le but de garantir le développement économique des pays membres par le développement des échanges et une meilleure coordination des politiques économiques nationales.

L'Union européenne constitue aujourd'hui l'exemple le plus élaboré d'intégration régionale, autour de deux piliers : la création d'un vaste marché européen et la mise en place de politiques supranationales.

DOC. 9 Quelle répartition des pouvoirs entre États et Union européenne ?

Aujourd'hui, selon les études, de 10 à 30 % environ des lois françaises sont d'origine européenne. [...]

Dans quels domaines les États peuvent-ils agir seuls ? Quand doivent-ils passer par le cadre européen ?

[...] Lorsqu'elles sont définies par les traités, les compétences de l'UE diffèrent selon les domaines. Dans certains (politique monétaire, commerce extérieur, concurrence...), l'UE est la seule à pouvoir adopter des décisions contraignantes : il s'agit des compétences exclusives. Les États ne peuvent alors qu'agir tous ensemble, au niveau européen (le plus souvent via le Conseil de l'Union européenne).

www.touteurope.eu



DOC. 10 L'appartenance à l'UE : perte de souveraineté nationale et contraintes budgétaires

Depuis la mise en place de l'euro, la politique monétaire n'est plus du ressort des États mais de celui de la Banque centrale européenne (BCE), autorité indépendante des pouvoirs publics nationaux.

La politique budgétaire est donc la seule qui reste de la responsabilité du gouvernement français. Mais ses marges de manœuvre sont limitées par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) adopté en 1997 qui est le premier instrument dont les quinze États membres fondateurs de la zone euro se sont dotés pour coordonner leurs politiques budgétaires nationales et éviter l'apparition de déficits publics excessifs. Il impose aux pays de la zone euro de limiter leur déficit public à un maximum de 3 % du PIB, ainsi que leur dette publique à 60 % du PIB. Cette coordination a été par la suite renforcée pour lutter contre les déséquilibres macroéconomiques, avec la mise en place d'une nouvelle méthode de travail : chaque année, la Commission européenne procède à une analyse détaillée des politiques budgétaires et structurelles et des déséquilibres macroéconomiques au niveau de chaque État membre : c'est ce qu'on appelle le « Semestre européen ».

DOC. 11 La nécessaire coordination des politiques économiques au sein de l'UE

La crise a [...] rappelé combien les économies des pays de l'UE sont interdépendantes. Une coordination renforcée des politiques économiques dans l'ensemble de l'UE aidera à surmonter ces problèmes et à stimuler à long terme la croissance et la création d'emplois.

Commission européenne.

DOC. 12 « Semestre européen 2023 » : aider à surmonter la crise énergétique et rendre l'Europe plus verte et plus numérique

Ces défis¹ appellent une action coordonnée pour garantir un approvisionnement en énergie adéquat et abordable, et protéger les ménages et les entreprises vulnérables tout en préservant la viabilité des finances publiques. Dans le même temps, il faut agir rapidement pour stimuler la croissance potentielle et la création d'emplois de qualité et mener les transitions écologique et numérique. La coordination des politiques économiques dans le cadre du Semestre européen aidera les États membres à atteindre ces objectifs en fixant des priorités et en fournissant des orientations claires et bien coordonnées pour l'année à venir.

<https://ec.europa.eu>, 22 novembre 2022.

(1) Cf. situation 2 p. 39

Situation

Selon les prévisions du gouvernement, le déficit public devrait s'élever en France à 4,9 % du PIB en 2023 et la dette publique s'établir autour de 110 % du PIB.

En 2020, la pandémie de Covid-19 puis la guerre en Ukraine ont poussé l'Union européenne à accorder une clause dérogatoire temporaire aux règles de discipline budgétaire du Pacte de stabilité et de croissance, prolongée jusqu'au 1^{er} janvier 2024. Celle-ci autorise les États membres à dépasser les plafonds pour soutenir l'économie.

- 16 Que désigne l'intégration européenne ? Indiquez-en les deux piliers. ➤ Document 8
- 17 Quelles politiques économiques relèvent des compétences exclusives de l'Union européenne ? Quelle politique conjoncturelle reste du ressort des États membres ? ➤ Documents 9 et 10
- 18 Après avoir relevé les contraintes imposées par les traités européens aux Finances publiques des pays de la zone euro, montrez que le respect de ces règles budgétaires limite fortement le champ d'action de la politique budgétaire. ➤ Situation
➤ Document 10
- 19 Les finances publiques de la France en 2023 respectent-elles le Pacte de stabilité et de croissance ? La France risque-t-elle une sanction ?

Situation

Dans le cadre du Semestre européen 2023, la Commission relève que l'UE se trouve confrontée à des défis multiples et complexes renforcés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie : explosion des prix de l'énergie, taux d'inflation élevés, pénuries d'approvisionnement, augmentation des niveaux d'endettement et hausse des coûts d'emprunt.

- 20 Indiquez les politiques économiques qui sont coordonnées au niveau européen. Pourquoi cette coordination est-elle essentielle ? ➤ Situation
➤ Documents 10 à 12
- 21 Quel est le principal outil de coordination des politiques mises en œuvre par les pays membres de l'Union européenne ? ➤ Situation
➤ Documents 10 et 12
- 22 Indiquez les principales orientations du paquet « semestre européen » 2023. ➤ Document 12

Exposer les canaux de transmission de la politique monétaire

DOC. 13 Les objectifs de la politique monétaire commune

Depuis le 1^{er} janvier 1999, c'est la Banque centrale européenne (BCE) qui est responsable de la mise en œuvre de la politique monétaire unique dans la zone euro. Cette politique regroupe l'ensemble des mesures par lesquelles les banques centrales agissent sur la quantité de monnaie en circulation dans l'économie, et donc sur les conditions du financement de l'économie.

Les objectifs de la politique monétaire

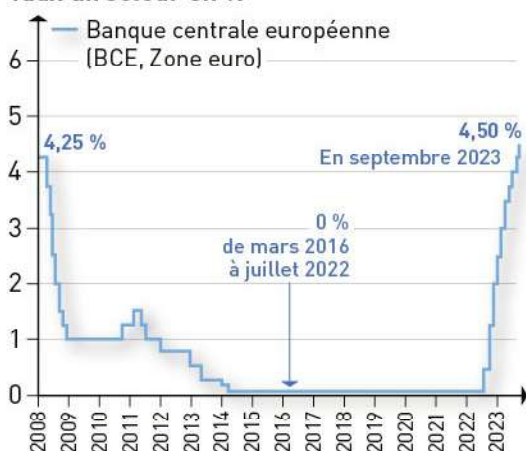
– Objectif principal : la stabilité des prix (article 127 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) nécessaire au développement économique, avec une cible d'inflation à des taux inférieurs, mais proches de 2 % à moyen terme. En effet, la BCE considère que la création excessive de monnaie dans l'économie est à l'origine de la hausse de l'inflation qui serait défavorable au pouvoir d'achat des ménages.

– Objectifs « secondaires » : apporter son soutien aux politiques économiques générales de l'Union, et notamment à la croissance, au développement durable, à la compétitivité, etc.



DOC. 14 La BCE relève une nouvelle fois son taux directeur pour combattre l'inflation

Taux directeur en %



14 septembre 2023 : la BCE annonce qu'elle relève de 0,25 point son taux directeur, effectuant ainsi une 10^e hausse depuis juillet 2022 dans le but de lutter contre l'inflation. Son principal taux directeur, appelé taux de refinancement, est porté à 4,5 %.

Le taux directeur est le taux utilisé pour les prêts de la BCE aux établissements bancaires, prêts qui leur permettent de se refinancer pour les besoins de leur activité bancaire (l'octroi de crédit).

Avec un taux faible, les banques vont pouvoir se financer à bas coûts auprès de la BCE, et devraient ainsi abaisser les taux qu'elles pratiquent auprès de leurs clients, particuliers ou entreprises, qui souhaitent emprunter.

Si la BCE diminue son taux, elle veut favoriser les crédits aux ménages et aux entreprises, et donc relancer la consommation et les investissements.

Si elle l'augmente, c'est qu'il y a un risque d'inflation (trop d'argent circule, les prix augmentent trop rapidement) et qu'elle souhaite contrôler la situation en incitant les banques commerciales à augmenter à leur tour les taux d'intérêt des prêts qu'elles accordent aux ménages et aux entreprises. L'objectif est de limiter la demande de crédits, et ainsi de faire baisser la demande et ralentir la hausse des prix.

DOC. 15 Entreprises : le coût du crédit freine l'investissement

Avec la remontée des taux d'intérêt, les dirigeants de TPE-PME considèrent le coût du crédit comme un frein important à l'investissement, selon une étude Bpifrance.

J. Grelier, usinenouvelle.com, 6 septembre 2023.

Situation

Si les candidats à l'achat d'un bien immobilier pouvaient espérer, il y a moins de deux ans, emprunter à un taux à peine supérieur à 1 %, il faut aujourd'hui souvent payer plus de 4 % d'intérêts annuels pour un crédit sur vingt ans.

Conséquence : une baisse du « pouvoir d'achat immobilier » des ménages, soit la surface qu'ils peuvent acquérir pour un montant donné.

Il en résulte une baisse de 45 % en un an du montant total des crédits immobiliers accordés, tombé à 12 milliards d'euros en juillet 2023, un plus bas niveau depuis 2014.

- 23 Distinguez la zone euro et l'Union européenne. ➤ Document 13
- 24 Qui mène la politique monétaire au sein de la zone euro ?
En quoi consiste-t-elle ? ➤ Document 13
- 25 Quel est l'objectif principal de la politique monétaire de la BCE ? Pourquoi ? ➤ Document 13
- 26 Pourquoi la BCE a-t-elle augmenté plusieurs fois son taux directeur en 2022 et 2023 ? ➤ Document 14
- 27 À quelle catégorie d'objectifs définie dans le traité sur le fonctionnement de l'UE correspond cette décision ? ➤ Documents 13 et 14
- 28 Réalisez un schéma montrant comment la hausse du taux directeur permet de limiter l'inflation, en utilisant les concepts suivants : taux directeur, coût du crédit, montant des crédits accordés, consommation, investissement, niveau des prix. ➤ Document 14
- 29 Dans quelle situation la BCE diminue-t-elle son taux directeur ? Expliquez. ➤ Document 14
- 30 En prenant appui sur les conséquences de la hausse des taux pour les ménages et les entreprises, montrez que la politique monétaire actuelle est de nature conjoncturelle. ➤ Situation
➤ Document 15

Allez plus loin !

Préparez-vous au Grand oral

Rechercher le coût d'un crédit à l'investissement

Vous étudiez le plan de financement d'une PME industrielle qui souhaiterait obtenir un crédit de 250 000 € pour financer l'acquisition d'un nouvel équipement.

Afin de préparer le projet de financement de cet investissement :

1. Vous recherchez le taux moyen des crédits à l'investissement accordés actuellement aux entreprises ainsi que leur durée moyenne.
2. Vous calculerez le montant de la mensualité due et le coût total du crédit pour ces montants, à l'aide d'un simulateur de crédit.
3. Vous analyserez les conséquences de l'allongement de la durée de l'emprunt sur le coût du crédit.

Décrire les politiques structurelles dans un cadre européen

DOC. 16 Les priorités de la Commission européenne pour 2019-2024

Tous les 5 ans, au début de chaque nouveau mandat de la Commission européenne, le président ou la présidente définit les domaines prioritaires sur lesquels la Commission se concentrera pendant les années à venir.

En 2019, la Commission von der Leyen a proposé une série d'objectifs ambitieux pour l'avenir de l'Europe :

– la neutralité climatique à l'horizon 2050 avec le Pacte vert pour l'Europe ;

– faire des prochaines années la « décennie numérique » de l'Europe : renforcer la souveraineté numérique de l'Europe, en mettant l'accent sur les données, les technologies et les infrastructures pour une transformation numérique qui profite aux citoyens et aux entreprises européens ;

– rendre l'Europe plus forte sur la scène internationale avec une approche plus géopolitique.

Site de la Commission européenne

DOC. 17 Pacte vert et paquet climat : l'UE vise la neutralité carbone dès 2050

Dans le cadre du Pacte vert, sa nouvelle feuille de route environnementale initiée en 2019, l'UE s'est donné pour but d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. En vigueur depuis juillet 2021 [en France], la « loi climat » traduit en droit cet objectif. Le texte relève également les cibles de réduction des gaz à effet de serre de – 40 à – 55 % à l'horizon 2030, par rapport aux niveaux de 1990.

touteurope.eu, 7 août 2023.



DOC. 18 Réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage en France

La loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018 réforme profondément notre système de formation professionnelle et d'apprentissage afin de permettre au plus grand nombre d'accéder de manière durable à l'emploi. Cette réforme vise notamment à rendre l'apprentissage plus attractif pour les jeunes comme pour les entreprises afin de développer massivement cette voie d'excellence. La loi organise également une vaste réforme de la formation professionnelle qui renforce la sécurisation des parcours professionnels, soutient l'emploi durable et facilite les transitions, notamment grâce au compte personnel de formation.

www.tresor.economie.gouv.fr

DOC. 19 Politique d'innovation en France et en Europe : stimuler la dépense de recherche et développement (R&D)

L'innovation : un levier de compétitivité pour les entreprises françaises

En France, entre 26 000 et 28 000 entreprises bénéficient chaque année du Crédit d'Impôt Recherche (CIR). [...] Le CIR est un dispositif d'incitation fiscale, qui encourage les entreprises à investir dans l'innovation, la recherche et le développement. Loin d'être le seul outil de soutien à la R&D, d'autres dispositifs existent, qu'ils soient nationaux, européens, directs (comme les subventions) ou indirects (comme les incitations fiscales).

lepoint.fr, 28 juillet 2023

Le programme Horizon Europe

Avec un budget de 95,5 milliards d'euros, Horizon Europe est le programme de soutien à la recherche et à l'innovation. Il a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'UE tout en stimulant la compétitivité de son industrie. Ce soutien prend la forme de subventions. [...] Le programme met l'accent sur la double transition écologique et numérique.

entreprises.gouv.fr, 9 mai 2023

Situation

Pour faire face à l'urgence écologique (limiter le réchauffement planétaire) et se conformer aux objectifs fixés par l'UE (réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990), la Première ministre Élisabeth Borne a dévoilé son programme de planification écologique pour 2024, doté d'un budget de 40 milliards d'euros.

Les principales mesures annoncées :

- 2,3 milliards d'euros en faveur de l'agriculture et de la biodiversité (reboisement forestier, plan eau, aides aux agriculteurs pour réduire la dépendance aux pesticides, etc.) ;
- 5 milliards d'euros pour la rénovation des logements et des bâtiments de l'État ;
- 1,8 milliard dédié à la production d'énergie : la part totale des énergies renouvelables dans l'ensemble de la production électrique devra passer de 26 % à 34 % d'ici à 2030.

- | | | |
|-----------|--|----------------------|
| 31 | Quels sont les principaux objectifs de la stratégie européenne 2019-2024 ? En quoi sont-ils des outils de politique structurelle ? | 📄 Documents 16 et 17 |
| 32 | Indiquez les objectifs des principales mesures de politique environnementale annoncées en France pour 2024. | 📄 Situation |
| 33 | Pourquoi l'État souhaite-t-il améliorer les compétences des salariés ? | 📄 Document 18 |
| 34 | En quoi la réforme de la formation professionnelle est-elle une politique à la fois conjoncturelle et structurelle ? | 📄 Document 18 |
| 35 | Quels sont les effets attendus des politiques d'innovation mises en œuvre en France et en Europe ? | 📄 Document 19 |
| 36 | Comment favorisent-elles l'innovation ? | 📄 Document 19 |